

Jean Tirole

Prix Nobel d'économie





Économie du bien commun

TIROLE, JEAN

- Éditeur : Presses Universitaires France
- Collection : Hors-collection
- EAN : 9782130729969
- Format : Broché
- Pages : 550
- En librairie le 21 juin 2016

Avec ce premier livre en français visant un large public, le prix Nobel d'économie 2014 nous fait partager sa passion pour la discipline. Il défend une certaine vision de l'économie, science qui fait le pont entre la théorie et les faits au service du bien commun, et de l'économiste chercheur et homme de terrain.

Ce faisant, le lecteur pénètre dans l'atelier d'un économiste, et voyage à travers les sujets affectant notre quotidien : économie numérique, innovation, chômage, changement climatique, Europe, État, finance, marché.

En dressant un panorama des grandes problématiques de l'économie d'aujourd'hui, Jean Tirole nous fait entrer au cœur des théories dont il est le père.

AUTEUR(S)

En octroyant à Jean Tirole seul le Prix Nobel d'économie 2014, l'Académie royale suédoise des sciences récompensa « l'un des économistes les plus influents de notre époque ». Jean Tirole est président de Toulouse School of Economics (TSE), membre fondateur de l'Institute for Advanced Study in Toulouse (IAST) et directeur scientifique de l'Institut d'économie industrielle (IDEI). Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il est aussi professeur invité au Massachusetts Institute of Technology (MIT), membre du Conseil d'analyse économique (CAE) et membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Service de presse (pour le Canada seulement) :
Gabrielle Cauchy, attachée de presse / responsable du secteur ESSAIS
(514) 336-3941 poste 229 / cauchy@dimedia.qc.ca

NB : Les prix indiqués sont sujets à changements sans préavis.



**BAROIN : SON PARI
AVEC SARKOZY**

**QUAND WOODY
RACONTE ALLEN**

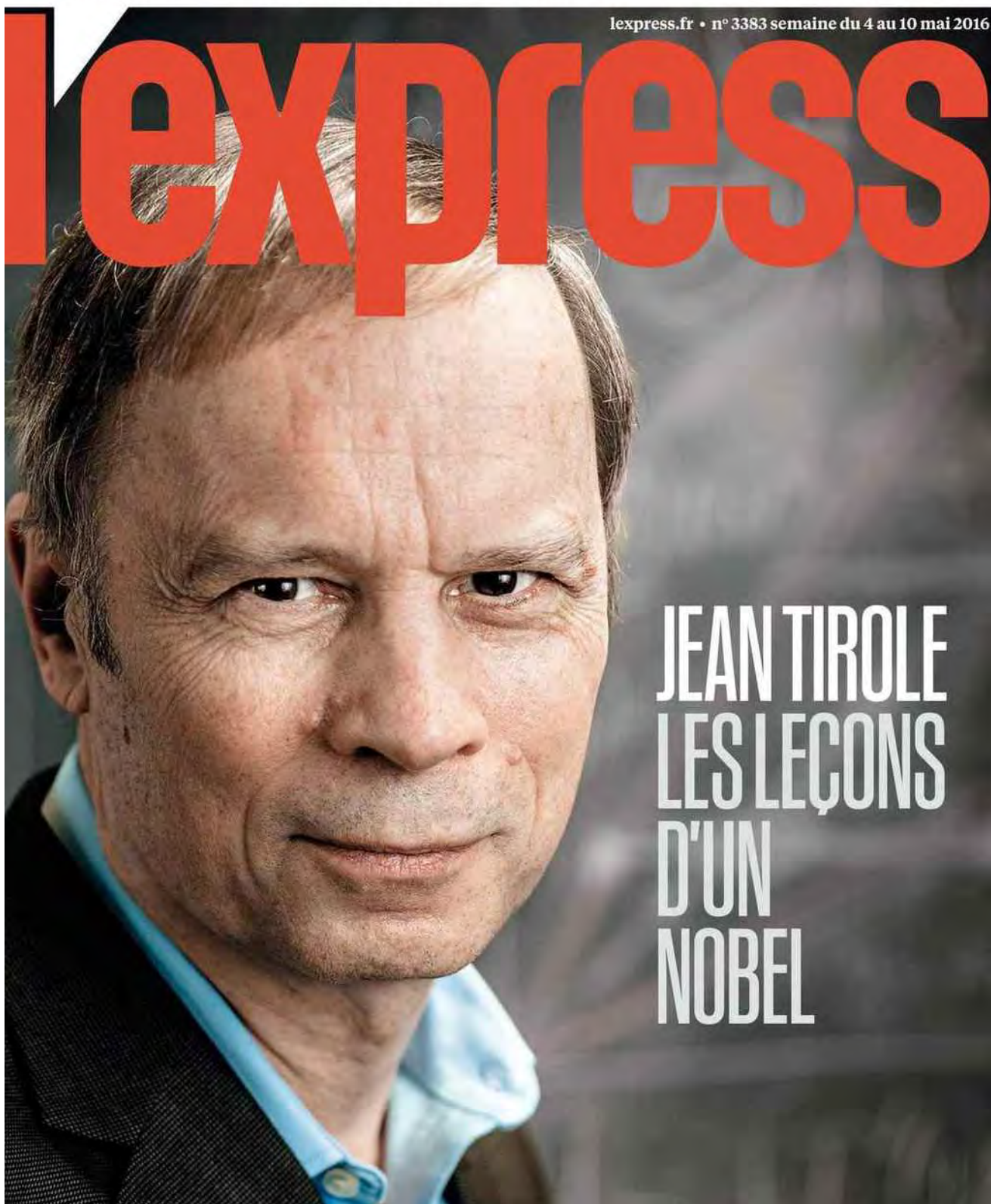
**VANCOUVER, VILLE VERTE,
MAIRE EXEMPLAIRE**

M 01722 - 3383 - F: 4,50 €

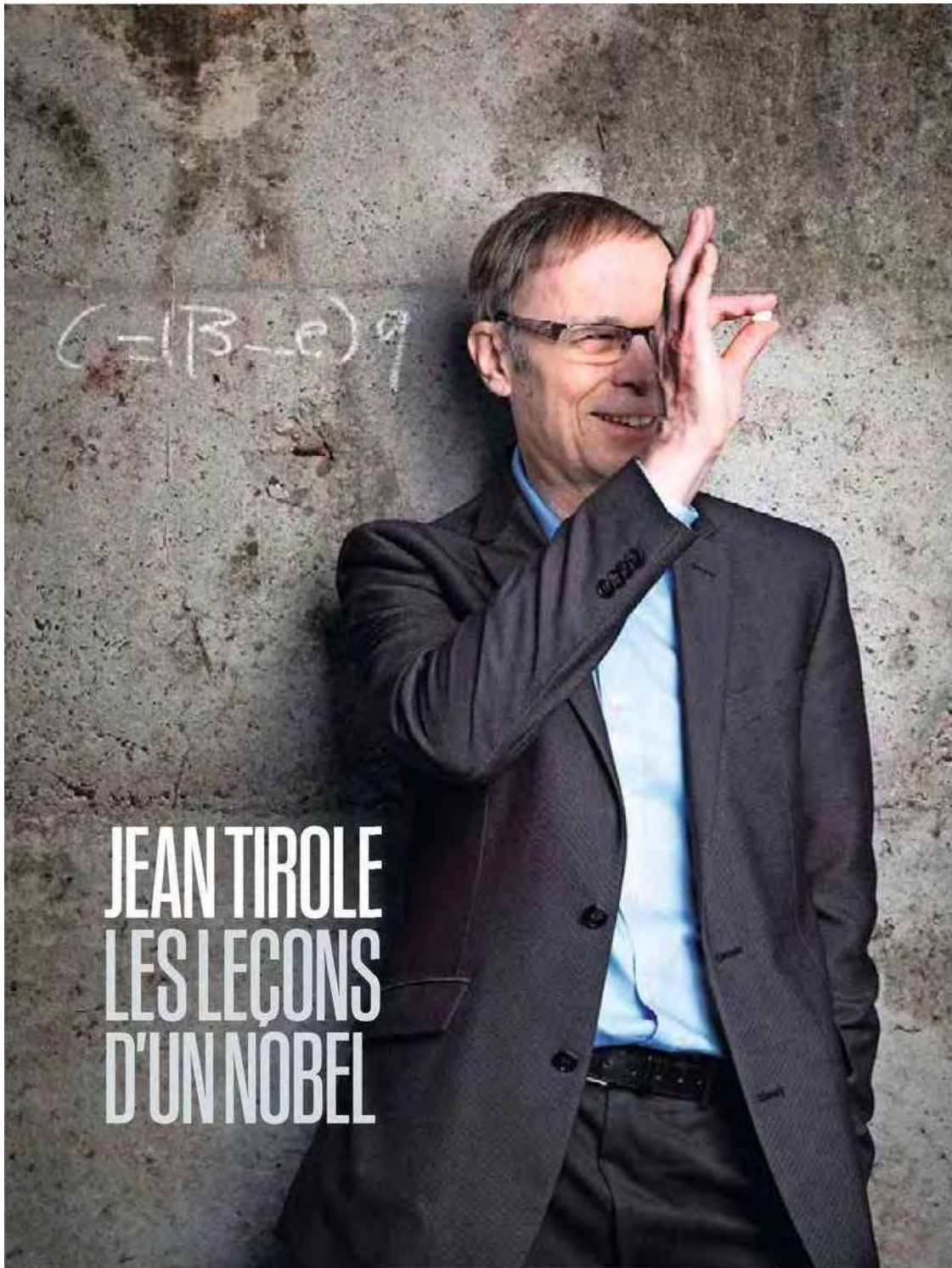


BELGIQUE : 5 €

lexpress.fr • n° 3383 semaine du 4 au 10 mai 2016



**JEAN TIROLE
LES LEÇONS
D'UN
NOBEL**





PHOTOS : MICHEL LABELLE POUR L'EXPRESS



en couverture

PAR CORINNE LHAÏK

Ce soir-là, Jean Tirole a rendez-vous à 20 heures au théâtre du Capitole. On y donne *Les Noces de Figaro*. Le Prix Nobel d'économie 2014 revient d'un voyage au Japon ; il a rencontré le Premier ministre, Shinzo Abe, et six membres de son gouvernement, avides de ses analyses, alors que leur pays s'enlise dans la langueur. En attendant Mozart, Tirole reçoit L'Express dans son bureau de la Toulouse School of Economics, une grande école au sein d'une université, dont il est le président.

Des armoires noires chargées de livres, un tableau vert à l'ancienne avec sa craie, c'est là que, depuis plus de vingt ans, au bord de la Garonne, l'économiste cogite, écrit, produit... Toulouse est devenu le QG de ce Troyen tombé amoureux du pays de Nougaro. Au début des années 1990, Tirole fait le choix de rentrer des Etats-Unis. Il tient beaucoup à cet ancrage français, preuve que la recherche de haut niveau peut s'épanouir sous le soleil de la province. Cette terre est d'ailleurs propice à la réflexion économique : c'est à Toulouse qu'Adam Smith, maître à penser de l'économie classique, a écrit son œuvre la plus célèbre, *La Richesse des nations*.

C'est à Stockholm, le 10 décembre 2014, que Tirole, lui, se voit remettre le prix Nobel d'économie, notamment pour ses recherches sur la régulation des oligopoles (électricité, chemins de fer, réseaux téléphoniques, etc.). Il est le troisième Français à détenir ce titre et, comme souvent dans les grands moments d'émotion, il formule un vœu, emprunté au plus célèbre de ses collègues, John Maynard Keynes : « Si les économistes pouvaient parvenir à ce qu'on les considère comme des gens humbles, compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux ! »

Près de dix-huit mois plus tard, Jean Tirole relève le défi en publiant *Economie du bien commun* aux PUF : 640 pages pour expliquer son métier et plaider qu'il n'y a pas de fatalité aux maux dont nous souffrons. A 62 ans, c'est la première fois que l'ancien élève de Polytechnique, féru de mathématiques,

publie un livre à la portée de tous. Quasiment pas d'équations, beaucoup d'explications et, finalement, un ouvrage qui rend intelligible cette science économique que beaucoup prennent pour un oxymore.

Que dit le Pr Tirole ? Que nous sommes tous des êtres humains. « Nous réagissons aux incitations auxquelles nous sommes confrontés, matérielles ou sociales. Cela fait que nous adoptons un comportement qui peut aller à l'encontre de l'intérêt collectif. La recherche du bien commun, c'est la construction d'institutions visant à concilier autant que faire se peut les intérêts individuels ou collectifs. » Ces « institutions », c'est l'Etat et le marché. Pour Tirole, ils ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais complémentaires.

En 17 chapitres, il décrit les rapports de la société à l'économie, le travail d'économiste, l'importance de la théorie des jeux ou de celle de l'information, les rôles respectifs de l'Etat et du marché, les grands défis macro-économiques (climat, chômage, euro, finance) et industriels (concurrence, économie numérique, innovation, etc.). Au fil des pages, il aborde des questions délicates, comme celle de la moralité du marché : pourquoi les transactions sur les organes ou sur les mères porteuses, la prostitution, nous dérangent-elles ? Chaque chapitre peut se lire indépendamment des autres. Sauf les deux sur la finance, que l'auteur conseille de découvrir l'un après l'autre. Il y assume les insuffisances de sa profession devant la crise de 2008. Une nouvelle crise est-elle possible, interroge-t-il ? Oui, si l'on ne répond pas énergiquement à la faillite de la régulation, cause première de cette catastrophe financière puis économique. Mais il ajoute :

« Nous devons aussi être conscients que nous ne pourrions éliminer complètement tout risque de crise. Car, afin d'éviter totalement les crises, il faudrait brider prise de risque et innovation et vivre dans le court terme au lieu d'investir dans le long terme. »



🐦 @clhaik

**Une nouvelle
crise est
possible si l'on
ne répond pas
énergiquement
à la faillite
de la régulation**



Pour Jean Tirole, métier et passion se confondent dans le même amour pour l'économie. Pour ces 17 Dunkerquois photographiés par Marie Genel (Recto/Verso, exposition pour Dunkerque 2013, capitale régionale de la culture), univers professionnel et activité personnelle se mêlent le temps d'un cliché : sur leur lieu de travail, un détail rappelle qu'ils se consacrent aussi à l'écriture (ci-contre, Sandra Chenot), la peinture, la pêche, la musique, la danse...

« NOUS SOMMES DEPUIS LONGTEMPS DANS LE DÉNI »

Interview • Jean Tirole parle de son métier, de la science économique, et des solutions qu'elle peut apporter contre le chômage, pour apprivoiser le climat ou le numérique, réformer l'Etat ou l'Université. En toile de fond, le prix Nobel 2014 porte un jugement sévère sur les retards français.

PROPOS RECUEILLIS PAR CORINNE LHAÏK - PHOTOS MARIE GENEL/PICTURETANK



en couverture



Olivier Dreux,
monteur-dépanneur
et passionné de pêche.

Comment l'idée de ce livre (1) vous est-elle venue ?

Le 13 octobre 2014, je reçois le prix Nobel, et c'est le début d'une aventure qui propulse l'universitaire que je suis hors de ce bureau. Tout à coup, je deviens un homme public. C'est un peu bizarre... On me demande de tout commenter alors que, comme tout un chacun, j'ai mes spécialités et mes limites. On m'a posé énormément de questions sur le marché du travail. Je l'ai étudié, mais ce n'était pas le sujet du prix Nobel. On m'a questionné, de la fiscalité à la politique, sujets dont je ne suis pas expert. Les médias m'ont sollicité, j'ai fait des rencontres, dans les lycées, dans les universités, dans mes anciennes écoles. Dans la rue, des gens que je ne connaissais pas me disaient : « Vous n'écrivez que des choses techniques. » Je comprends ce besoin de l'opinion. Depuis longtemps, je pense qu'on a les politiques économiques que l'on mérite, que, sans culture économique du grand public, les dés sont

pipés contre les bons choix. Mais notre rôle d'économistes, c'est de faire de la recherche et de l'enseignement. D'un point de vue purement professionnel, mieux vaut écrire un article dans une revue scientifique que divulguer son savoir. Et pour être honnête, jusqu'à présent, c'est comme cela que j'ai vécu. C'est donc la première fois que j'écris pour le grand public.

Assumez-vous avoir écrit un livre de vulgarisation ?

Je préfère parler de pédagogie. J'ai écrit ce livre pour le plus grand nombre. Au premier abord, la science économique n'est pas évidente, mais, fondamentalement, elle n'est pas si compliquée. Elle est intéressante, amusante et presque ludique par moments. C'est comme le base-ball ou le rugby, passionnant si l'on en comprend le fonctionnement. L'opéra aussi, c'est exigeant au début, si l'on n'en a jamais écouté (moi, je l'ai découvert sur le tard). La difficulté naît du fait qu'en



« Depuis longtemps, je pense que l'on a les politiques économiques que l'on mérite »



économie beaucoup de choses sont contre-intuitives. Je cherche donc à donner des explications en des termes relativement simples, sans sacrifier la rigueur.

Tout le monde peut comprendre ?

Il reviendra aux lecteurs d'en juger, mais je l'espère ! J'ai essayé d'expliquer des mécanismes complexes avec des termes compréhensibles.

Que vous a appris l'écriture de ce livre ?

A faire passer des messages. Franchement, il est beaucoup plus facile pour un chercheur de donner un cours de doctorat que de parler au grand public. Ce dernier souffre de l'absence d'éducation économique ; il peut lui manquer un maillon dans la chaîne de la compréhension, qu'il faut repérer. Je serai heureux si le lecteur apprend quelque chose. Même s'il est en désaccord sur la plupart des sujets. Si le livre déclenche la réflexion, invite à voir les choses différemment, j'aurai gagné mon pari.

Vous écrivez que l'économie est au service du bien commun. Qu'est-ce que le bien commun ?

C'est l'intérêt général pour la société. Ce n'est pas à l'économiste de le définir. Il s'agit d'un choix politique, variable d'une société à l'autre. L'économie est une des clefs pour atteindre l'intérêt général en faisant que l'intérêt personnel rejoigne l'intérêt collectif ; elle permet d'augmenter la taille du gâteau, et, si l'on veut redistribuer le gâteau – choix politique –, que la redistribution soit efficace, que l'argent public soit bien ciblé.

Pourtant, vous reconnaissez que l'on n'a pas toujours envie d'entendre les messages des économistes.

Ils sont parfois perçus comme anxiogènes. De même que nous voulons nous croire à l'abri du cancer ou des accidents de la route, nous ne voulons pas penser que l'explosion de la dette publique puisse remettre en question la pérennité de notre modèle social ou qu'il faudra faire un effort pour résoudre le réchauffement climatique. D'autre part, et comme je l'explique dans le livre, en matière de politique économique, l'enfer est pavé de bonnes intentions : l'effet direct d'une politique peut être louable, mais ses effets indirects peuvent rendre la politique néfaste. En économie, contrairement à la médecine, les victimes des effets secondaires sont souvent des personnes différentes de celles auxquelles le traitement s'applique. L'économiste s'oblige à penser aussi aux victimes invisibles, se faisant ainsi parfois accuser d'être insensible aux souffrances des victimes visibles.

Un exemple concret ?

Le chômage. Beaucoup de gens disent : « Si on facilite le licenciement, comment va-t-on améliorer l'emploi ? » Effectivement, si on le facilite, les entreprises vont commencer par licencier des salariés en surcroît. L'économie nous apprend à aller au-delà de ce raisonnement, en regardant les effets indirects. Aujourd'hui, 90 % des créations d'emploi sont des créations temporaires [NDLR : des CDD]. Face à l'incertitude sur leur carnet de commandes, les entreprises ne veulent plus

Les déceptions de la COP 21

Vous êtes sévère avec les résultats de la COP 21.

Pourquoi ?

Actuellement, il n'y a pas d'engagement ferme des Etats, pas de traité. Aucun politique n'est rentré dans son pays en disant : « Maintenant, on va souffrir un peu pour améliorer le climat. » Partout, on continue d'investir dans les centrales à charbon. La victoire, c'est que 195 pays et l'Union européenne se sont mis d'accord sur un objectif [NDLR : à Paris, en décembre 2015], mais, à partir du moment où l'Arabie saoudite et le Venezuela signent, vous savez que vous n'aurez pas de taxation du carbone.

Pour vous, elle est indispensable ?

Oui, c'est l'idée du pollueur-payeur, de la responsabilisation, comme pour le marché du travail. Il faut fixer un prix du carbone mondial. Il en existe un peu partout, mais ils sont trop faibles, sauf en Suède. Les experts le chiffrent à 50 euros la tonne de CO₂, il faudra sûrement ajuster. Tous les pays devront payer, y compris ceux du Sud. Parce que leur développement est phénoménal, donc très polluant ; parce que, sinon, les pays riches iront encore davantage produire dans le Sud. Mais, parallèlement, il faut créer un vrai fonds pour aider ces pays les plus pauvres.

employer en CDI de peur de devoir garder des salariés dont elles n'ont plus besoin. Et elles multiplient les recours aux contrats courts. Quant aux personnes en CDI, si elles sont licenciées, elles vivent un drame, réel, car elles auront beaucoup de mal à retrouver un autre CDI. Dans le débat public, on insiste beaucoup sur ces victimes, visibles, mais on ne voit pas tous les autres, les chômeurs ou les titulaires de CDD.

Mais, si vous facilitez la rupture des CDI, vous déstabilisez ces derniers pour faire de la place aux autres. Difficile à accepter pour les intéressés !

Il faudrait accorder les « droits du grand-père » à tous ceux qui sont déjà titulaires d'un CDI, qui conserveraient donc leurs droits actuels. En revanche, les nouveaux entrants bénéficieraient du nouveau contrat unique. Les blocages sur ce débat viennent du fait que l'on assimile « contrat à durée indéterminée » à « emploi à durée indéterminée ». Par ailleurs, on sous-estime le fait qu'aujourd'hui les titulaires d'un CDD sont considérés, par les banques ou les bailleurs, comme des populations à risque, ce qui limite leur capacité de consommer. Le contrat unique rendrait « solvable » une frange importante de la population.

En France, notamment, un tel message a du mal à passer.

Les Français sont assez méfiants avec l'économie et avec le marché : seuls 36 % d'entre eux lui font confiance, pour 65 % des Allemands, 71 % des Américains et 74 % des Chinois. Beaucoup rêvent d'être fonctionnaires, et peu de chercheurs ont envie de créer leur entreprise. Cela ne veut pas dire que les Français ne sont pas entrepreneurs. Il y a beaucoup de



alents en France; par exemple, les étrangers nous disent que nos ingénieurs sont extrêmement bien formés. Mais il y a cette méfiance systématique vis-à-vis du marché, que je tente d'expliquer dans le livre.

Vous pointez aussi le fait que la France a été une économie planifiée, de l'entre-soi.

Il y a un peu de ça. Longtemps, il a été plus important de faire partie d'un certain réseau que de maîtriser le raisonnement économique qui a cours au FMI, à la Commission européenne ou dans les autorités indépendantes (concurrence, télécoms, régulation bancaire, etc.). En France, on pensait que l'on n'avait pas besoin de ça. On était une économie plus fermée, les décisions étaient essentiellement politiques. Cela n'a pas facilité le rapport à l'économie. Souvenons-nous que c'est sous François Mitterrand que le contrôle des prix est supprimé, en 1986. Alors que les autres pays l'avaient fait depuis très longtemps. Les grandes réformes de libéralisation de l'audiovisuel datent aussi de ce moment-là...

La création d'autorités indépendantes est toujours critiquée en France au nom de la perte de souveraineté...

A chaque présidentielle, le sujet revient et l'on critique la Banque centrale européenne, l'Autorité de la concurrence...

alors que c'est justement leur indépendance qui a nettement amélioré la qualité des décisions publiques dans leurs domaines en les protégeant des pressions politiques. Que les mouvements populistes soient sur cette ligne n'est pas très surprenant; ce qui l'est davantage, c'est qu'en France même les partis modérés adoptent ce genre de critique.

Vous dites que l'économie est une science consensuelle. On n'en a pas toujours l'impression quand on voit, par exemple, les débats sur l'euro, le marché du travail ou la gestion des finances publiques.

Les économistes ne sont pas d'accord sur tout, et il y a de très vifs débats sur les sujets que l'on comprend mal. C'est heureux, car c'est le débat qui fait avancer les choses. Le désaccord fait partie de la science, pas seulement économique. Les réputations, en recherche, se construisent sur la base de la remise en question de connaissances existantes. Mais les désaccords entre économistes sont relativement limités par rapport au spectre des opinions dans le débat public. Dans les conférences, dans les grandes revues scientifiques, je n'ai par exemple jamais entendu dire ou lu qu'on résoudra le réchauffement climatique sans une tarification étendue du carbone; ou que partager l'emploi en crée; ou encore qu'un marché du travail dual est bon pour l'économie.

*Mustafa Noury,
agent de production
et rappeur dans l'âme.*





Emilie Vernaelde,
serveuse
et danseuse de zumba.

Mais certains diront que l'important, ce n'est pas l'organisation du marché du travail, c'est le carnet de commandes.

Tous les économistes seront d'accord pour dire que le carnet de commandes est important. A partir de là, la question qui se pose est celle de la relance budgétaire : faut-il la pratiquer pour compenser une croissance actuellement trop faible ? Sur ce point, les économistes ne sont pas d'accord, car les théories sont ambiguës et les données empiriques ne permettent pas de trancher. On sait qu'il ne faut pas trop réduire les déficits budgétaires quand les choses vont mal, ce qui peut freiner l'activité. A l'inverse, si l'on ne fait rien, on peut créer des problèmes de finances publiques. Actuellement, les pays d'Europe du Sud, ou le Japon, vivent avec des dettes très élevées (240 % du PIB au Japon) et le supportent parce que les taux d'intérêt sont très bas et que la dette est détenue dans le pays. Mais une crise

de confiance peut survenir, qu'on ne peut absolument pas prédire. En effet, ces phénomènes, dits « autoréalisateurs », dépendent du comportement des gens. Les économistes ne sont donc pas à l'aise avec les prévisions, ils sont bien meilleurs...

... pour expliquer ce qu'il s'est passé plutôt que pour prévoir ?

Oh, ça, c'est la version pas très gentille ! */Rires./* En fait, nous savons identifier des facteurs propices aux crises, bancaires ou de dette souveraine. Mais, de même que le médecin ne peut pas prédire le moment de l'infarctus, nous ne pouvons pas déterminer celui de la crise.

En quoi l'ouverture de l'économie à d'autres sciences sociales a-t-elle été positive ?

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'économie était une science



« Les économistes savent identifier des facteurs propices aux crises [...] mais pas en déterminer le moment »



Jérémie Tange,
employé dans le recyclage du pain
et musicien de fanfare.

sociale complètement intégrée aux autres sciences sociales. Adam Smith, qu'on dit économiste, était aussi un philosophe, un psychologue, sa *Théorie des sentiments moraux* est un livre aussi intéressant que *La Richesse des nations*. Au xx^e siècle, l'économie s'est séparée, s'est construite sa propre identité, c'était une bonne chose. Mais, du coup, elle y a perdu de sa richesse, les apports de la psychologie, l'étude des comportements des individus et des groupes.

L'homme n'agit donc pas toujours de manière purement rationnelle ?

Effectivement, ce n'est pas toujours le cas. Ainsi, nous avons une préférence pour le présent, qui nous fait remettre au lendemain différentes décisions (travail, épargne, rupture de dépendances). Nous souffrons des biais cognitifs décrits dans le livre. Nous ne donnons pas systématiquement la primauté à notre intérêt matériel. Un éclairage croisé est nécessaire pour mieux comprendre les interactions sociales et améliorer les politiques publiques. Il y a cinq ans, nous avons créé un institut pluridisciplinaire, l'Institut for Advanced Study in Toulouse. Il rassemble des chercheurs qui font de la biologie évolutionniste, du droit, de la science politique, de la sociologie, de la psychologie, de l'anthropologie. Par exemple, des économistes travaillent avec des biologistes pour essayer de

Un stagnation durable ?

Le très bas niveau des taux d'intérêt est-il annonciateur d'une « stagnation séculaire » ?
Faisons-nous face à une stagnation séculaire – c'est-à-dire le maintien, en période longue, de taux d'intérêt et d'une croissance faibles – ou vivons-nous tout simplement les conséquences temporaires de la crise financière mondiale et d'autres chocs ?

Certains facteurs laissent penser que les taux bas d'aujourd'hui sont durables : la démographie, la croissance des inégalités (les plus riches épargnent plus, ce qui fait monter le prix des actifs, et donc baisser les taux d'intérêt). La stagnation est possible, mais les économistes ne sont pas en mesure d'avoir des convictions précises là-dessus.

comprendre l'altruisme : peut-il s'expliquer du point de vue de la sélection naturelle ? L'homme rationnel, s'il est vraiment égoïste, maximise son intérêt propre. Mais il arrive qu'on se comporte bien, gratuitement, avec des gens qu'on ne reverra jamais, sans chercher de contre-don. Pourquoi ? Les gens plus altruistes réussissent-ils mieux socialement et économiquement que les autres, et jusqu'à quel point ? Voilà le genre de choses que nous étudions.

**En France, vous êtes étiqueté comme « libéral ».**

Oui, mais les personnes qui disent cela, souvent, ne savent pas ce qu'est le libéralisme, qui n'est pas du tout le laisser-faire, mais la responsabilisation des acteurs économiques pour les inciter à contribuer au bien commun. Les régulations sont la main visible du marché au service de l'intérêt général. Elles représentent le cœur de mes recherches. A l'étranger, je suis vu comme quelqu'un de gauche, très régulateur; en France, comme un ultralibéral. Cette catégorisation est erronée, parce que trop simpliste. Les économistes doivent apporter une vision qui vient de leurs recherches et se construire sans préjugés.

Vous insistez sur la réforme de l'Etat. Mais comment s'y prendre ?

Certains prônent le maintien du statu quo, d'autres préconisent au contraire un Etat minimaliste se concentrant sur les fonctions régaliennes. Ces visions ne sont pas les miennes. L'Etat moderne doit fixer les règles du jeu et intervenir pour pallier les défaillances du marché et non s'y substituer. Il doit

s'interroger sur chacune de ses politiques : sert-elle l'intérêt public? Si oui, pourrait-elle être fournie par une autre branche du secteur public ou par le secteur privé? La conception de l'Etat a beaucoup changé. Autrefois, on le voyait comme un pourvoyeur d'emplois. C'est une vision erronée : quand on crée un emploi public, l'argent vient d'ailleurs, il faut lever un impôt, prélever une ressource auprès des agents économiques privés : les citoyens et les entreprises, ce qui limite d'autant leur capacité de consommer ou d'investir.

L'emploi public est tout de même utile ?

Oui, mais c'est une notion différente : la finalité de l'emploi public, c'est d'offrir un service au citoyen, pas de créer des emplois – sinon, nous n'aurions plus de chômage en France! Notre pays a envie de conserver un système de protection sociale important, et c'est possible, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit systématiquement assuré par des emplois publics. On peut recourir à des délégations de service public, à des emplois contractuels. Il faut suivre l'exemple des pays scandinaves : ils sont parvenus à faire les réformes à travers un paquet unique, ce qui diminue le poids des lobbys. Il faut aussi un soutien bipartisan (gauche-droite) pour garantir la pérennité des réformes.

Profession : économiste

Vous décrivez longuement le métier d'économiste.

J'ai hésité à le faire par crainte de contribuer à la pipolisation actuelle des économistes. J'ai pris le risque, car le travail de chercheur en économie est peu connu du grand public. L'économie n'a pas, et de loin, l'exactitude de la mécanique newtonienne, mais elle est une science : elle formule des hypothèses, alors critiquables et réfutables, utilise la logique pour déduire ses conclusions et teste les deux à l'aide de l'outil statistique. Tout cela est évalué par les pairs au niveau international.

Vous soulignez les risques de l'engagement de l'économiste dans la cité.

Soit je prenais la défense de la profession en disant : « Voilà, nous sommes tous formidables. » Soit j'essayais de montrer cette profession avec ses qualités et ses défauts. C'est important : dans tout le livre, j'insiste plus généralement sur le fait que les gens réagissent tous à leurs incitations.

Y compris les politiques. Pour ces derniers, c'est la prochaine élection qui compte, ce qui pousse au court-termisme. Je ne leur jette d'ailleurs pas la pierre, même si je suis souvent furieux contre certaines politiques. A leur place, j'en ferais peut-être autant... Mais la France est dans une situation paradoxale, où l'on croit très fort à la toute-puissance de la politique et où, dans le même temps, on ne cesse de blâmer les individus qui en font.

Et, pour les économistes, quelles sont les incitations ? Le pouvoir ? L'argent ?

Comme pour tous les scientifiques, avant tout leur curiosité intellectuelle, leur goût pour la connaissance et son partage. Mais certains ne sont pas insensibles à ces stimuli, ainsi qu'au prestige, à la célébrité, aux amitiés politiques, etc. Dans le livre, je recense les différentes tentations et donne quelques garde-fous.

Vous affirmez que le chômage, en France, correspond à un choix de société. Une provocation ?

Le chômage ne résulte pas d'un phénomène aléatoire, ou d'un manque de chance. Depuis trente ou quarante ans, il est structurel et pas seulement conjoncturel, il n'est jamais descendu en dessous de 7 %. Aujourd'hui, malgré la baisse de l'euro, des taux d'intérêt et du prix du pétrole, il ne se résorbe toujours pas. Ce n'est pas un hasard si les autres pays d'Europe du Sud, qui, à l'origine, possèdent des institutions similaires à celles de la France, pâtissent aussi d'un taux de chômage élevé. Et ce n'est pas un hasard si les pays d'Europe du Nord, l'Allemagne, l'Angleterre, n'en souffrent pas. Parler de « préférence » pour le chômage ne veut pas dire que l'on a envie d'avoir du chômage, mais que cela correspond à un choix. Il n'y a pas que la question du chômage : beaucoup de salariés sont frustrés de devoir rester dans un emploi face à un employeur empêché de restructurer, avec comme conséquences une ambiance générale qui se dégrade et une productivité en berne. Le chômage, quant à lui, crée une perte pour les finances publiques : des cotisations sociales qui ne sont plus encaissées et une politique de l'emploi très coûteuse, à défaut d'être efficace.

Ce choix, de quoi résulte-t-il ?

Le débat récent, en France, s'est concentré essentiellement sur le licenciement, mais il y a beaucoup d'autres facteurs, l'éducation, la formation professionnelle – elle coûte 31 ou 32 milliards d'euros par an pour un résultat très médiocre –, le choix de la redistribution par un salaire minimal plus élevé qu'à l'étranger plutôt que par l'impôt. Il faut toute une série de réformes. Par rapport aux Allemands ou aux pays scandinaves, on en est très loin.



*José Delassalle,
mécanicien de maintenance
et jardinier bio.*

Quelles sont vos propositions ?

Avec Olivier Blanchard [ancien économiste en chef du FMI], nous avons proposé la création d'un bonus-malus pour responsabiliser l'entreprise. Actuellement, celles qui ne licencient pas, ou licencient peu, paient des cotisations d'assurance-chômage qui servent à financer des prestations versées à des salariés licenciés par d'autres entreprises. Le bonus-malus change la logique : moins les entreprises licencient, moins elles paient d'assurance-chômage.

Le système est donc fait pour s'équilibrer ?

Oui, il ne s'agit pas d'une taxe nouvelle, mais d'incitations mieux construites.

Que se passerait-il pour le salarié ?

Actuellement, les CDD ne sont pas du tout protégés. Demain,

la protection serait la même pour tous ; elle passerait par les indemnités, l'assurance-chômage et le bonus-malus ; et non par une intervention du juge qui n'a pas les moyens de dire si tel ou tel licenciement est justifié. Son rôle serait cantonné à la sanction des abus (licenciement d'une femme enceinte, par exemple).

Dans *Le Monde*, vous vous étiez prononcé en faveur de la première version de la loi El Khomri ?

Que dites-vous de sa version modifiée ?

Je ne l'ai pas vue! *[Rires.]*

Que peut nous apporter l'économie numérique ?

Elle produit des choses remarquables. Dans mon livre, je décris les plates-formes bifaces, ces marchés où un intermédiaire permet à des acheteurs et à des vendeurs d'interagir.



« On a commencé à débattre de la réforme du travail, même si elle ne sera adoptée que sous une forme édulcorée »



Trois des cinq plus grandes entreprises mondiales (Apple, Google et Microsoft) sont des plates-formes multifaces. Les Français doivent comprendre ces nouveaux modèles économiques pour mieux les adopter et mieux les réguler à la fois. Le digital modifie la chaîne de valeur, remet en question l'organisation de secteurs, de la société elle-même. Prenons le cas de l'assurance : aujourd'hui, les concurrents d'Axa ou d'Allianz s'appellent Google ou Facebook, parce qu'ils en savent dix fois plus sur vous que votre compagnie d'assurances. Il leur est assez facile de proposer des offres d'assurance-santé ciblées sans avoir accès au moindre dossier médical. La génétique aussi pose problème : on peut prédire dès la naissance les pathologies dont vous pourriez souffrir ! Difficile d'imaginer toutes les conséquences de cela, mais c'est un vrai sujet de préoccupation.

Quelle est la réponse des économistes ?

On doit vous assurer contre ce dont vous n'êtes pas responsable : vous ne l'êtes pas de vos gènes. Si vous avez un cancer ou une maladie de longue durée, vous devez être assuré pleinement. C'est pour cela que dans tous les systèmes, publics, comme en France, ou privés, comme en Allemagne, en Suisse ou aux Pays-Bas, on vérifie qu'il n'y a pas de discrimination, que les assureurs n'offrent pas des primes très avantageuses à ceux qui sont en bonne santé et n'imposent pas des tarifs énormes aux autres. Si les Google ou les Facebook s'intéressent à ce marché, ils doivent être soumis aux mêmes obligations que les acteurs classiques. La France a les talents pour être dans le peloton de tête de l'économie du XXI^e siècle. Nous n'y sommes pas, parce que nous subissons les évolutions, notre logiciel intellectuel nous faisant encore trop regarder vers le passé.

Quelles questions économiques de fond la présidentielle de 2017 devrait-elle trancher ?

Toutes les questions du livre et plus encore, car le livre ne comporte que 17 chapitres ! Plus sérieusement, nos sociétés doivent se confronter aux sujets qui menacent la pérennité de notre système social. L'un des messages de mon livre est qu'il n'y a pas de fatalité aux maux dont souffre notre pays. Il existe des solutions au chômage, au réchauffement climatique, à la déliquescence de la construction européenne. Mais il faut anticiper les évolutions. Prenons le chômage. Avec le numérique, les métiers évoluent très vite, le vôtre, le mien : aujourd'hui, un prof de Harvard peut déjà donner un cours en ligne à ma place. Face à cette révolution, il n'y aura plus beaucoup d'entreprises pour embaucher avec le CDI actuel. Nous connaissons actuellement une crise des réfugiés, mais nous aurons une crise des migrants liée au réchauffement climatique. Sera-t-on en mesure de créer des emplois pour ces migrants ? Ils sont une chance pour un pays, pour sa démographie, sa sécurité sociale, son système de retraites, si on peut leur offrir un travail. Mon livre parle aussi beaucoup de l'emploi à l'ère du numérique : allons-nous vers l'« ubérisation », vers la fin du salariat ? De l'emploi tout court ? La question de la fuite des cerveaux se pose

aussi : les gens qui créent les nouvelles entreprises vont-ils partir à l'étranger ? Il faut arriver à discuter de tous ces sujets, en s'attachant au fond, pas à des marqueurs.

C'est-à-dire ?

Je veux parler de certains tabous qui empêchent de débattre. Par exemple, l'absence de sélection à l'entrée à l'université est un marqueur pour certains. Or elle est un facteur important d'inégalités : elle crée de la sélection par l'échec. Même raisonnement pour ceux qui affirment que toutes les universités doivent être de qualité égale. C'est un marqueur qui bloque les évolutions nécessaires. Les élites s'en moquent car leurs enfants ne fréquentent pas l'université, mais les grandes écoles. J'ai été formé par celles-ci, je les apprécie, mais l'avenir du pays se joue en grande partie dans les universités. Dans ce bâtiment [celui qui abrite la Toulouse School of Economics], les chercheurs sont convaincus qu'il faut que l'Université offre des services de qualité, qu'il ne faut pas privilégier une petite minorité venant des grandes écoles. Je note que l'on commence à débattre de ces questions sur l'Université, même si c'est insuffisant. Je note que l'on a commencé à débattre de la réforme du marché du travail, même si elle a été globalement rejetée au niveau politique et qu'elle ne sera adoptée que sous une forme complètement édulcorée. Il ne faut pas attendre de crise économique majeure pour agir, il faut anticiper. Sinon, on réagit à la hâte et de façon brutale.

Les pays scandinaves, l'Allemagne... ont-ils su anticiper ?

Attention : dans ces pays, les grandes réformes ont toujours été faites dans des situations difficiles. Le Canada avait un chômage élevé, des finances publiques qui dérapaient, la Scandinavie a connu des crises bancaires, l'Allemagne devait gérer la réunification et une démographie défavorable. Mais ils n'ont pas attendu la dernière minute pour décider et agir.

En France, on attend le dernier moment ?

Nous sommes depuis longtemps dans le déni ! Si mon livre pouvait permettre de dépasser certains blocages, si, dans dix ans, un jeune doctorant venait me voir en disant que cette lecture lui a donné l'envie de la recherche, ce serait formidable. ■

(1) *Economie du bien commun*, par Jean Tirole. PUF, 640 p., 18 € (parution le 11 mai).





RÉCIT



« J'étais un prof anonyme et, à partir du Nobel, j'ai croisé des inconnus qui me disaient : "Expliquez-nous ce que vous faites" », confie Jean Tirole (ici en 2015 lors d'une conférence en son honneur). TSE PICTURE

Jean Tirole, un Nobel dans l'arène

Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

Dans son bureau d'angle du cinquième étage de l'ancienne manufacture des tabacs de Toulouse, Jean Tirole est tel qu'on se l' imagine, empreint d'une certaine réserve, avec son air de bon élève modeste. On ne trouve pas dans son bureau, très modeste lui aussi, le moindre signe d'un Nobel. Juste une photo en noir et blanc où on le voit marcher aux côtés d'un de ses pairs, Joseph Stiglitz, sur la place du Capitole de Toulouse. Tirole n'est pas un gourou, pas un polémiste. Il est, presque malgré lui, l'anti-Thomas Piketty. Il fuit la surexposition médiatique. Et il se tient aussi éloigné que possible de tout parti politique.

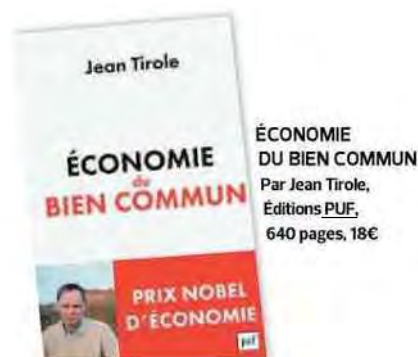
Le lancement de son livre rompt exceptionnellement avec cette position de retrait qui lui a permis jusqu'à maintenant de privilégier la recherche. Posé en évidence sur sa bibliothèque, on peut voir un de ses premiers livres, coécrit avec son ami Jean-Jacques Laffont il y a trente ans. Un livre truffé d'équations. Pas précisément grand public. C'est Laffont qui a créé cette école de Toulouse - Toulouse School of Economy ou TSE - dans les années 1980. C'est lui qui a convaincu Tirole de quitter le MIT de Boston, en 1991. Tirole y était traité comme le roi de Babylone - tout comme, aujourd'hui, Esther Duflo, qui est devenue une star de l'économie du développement -, mais il a accepté de venir risquer sa carrière sur les rives de la Garonne. « C'était un pari d'entrepreneurs. Il fallait vraiment donner de sa personne et, finalement, c'est ce qui m'a plu », se souvient Tirole. Un ovni dans le paysage universitaire français, financé par des entreprises publiques puis privées, mais aussi avec le concours de l'université de Toulouse I. « Le but, c'était de faire de la recherche partenariale avec des entreprises, ce qui nous a permis de nous pencher sur des problèmes très concrets », explique Jacques Cremer, l'un des premiers à avoir rejoint Toulouse et qui raconte comment il a fallu rebondir au milieu des années 2000, après le décès prématuré de Laffont.

Voyages au Japon et en Chine

TSE est donc une histoire de débrouille très française : une petite équipe avec peu de moyens qui réussit à imposer une marque dans une discipline dominée par les universités américaines. Tout comme les « alma mater » d'outre-Atlantique, TSE recueille les participations des groupes privés : « On les place en bons pères de famille et on ne dépense que les intérêts », précise Tirole, qui concède que le fonds est très modeste, par rapport aux 27 milliards d'euros dont dispose Harvard pour l'aider à attirer les meilleurs professeurs. Aujourd'hui, un chercheur qui a la cote peut gagner outre-Atlantique l'équivalent de « 300 ou 500 000 euros voire plus », fait remarquer un collaborateur de Tirole.

TSE, de son côté, n'a rien de bien luxueuse. Les couloirs ressemblent à ceux de n'importe quelle fac en France, mais l'école bâtit sa croissance sur le recrutement d'étudiants à l'étranger. Ce que confirme Alexia Lee Gonzalès, une jeune docteurante américano-mexicaine : « Quand je tra-

Le Prix Nobel 2014 d'économie publie un livre événement intitulé « Économie du bien commun ». Cette grande synthèse tente de répondre à presque toutes les questions que l'on se pose sur l'état de l'économie, de l'écologie à l'ubérisation, ou sur le métier d'économiste. Un pavé dans la mare pour le débat de la présidentielle 2017.

ÉCONOMIE
DU BIEN COMMUN
Par Jean Tirole,
Éditions PUF,
640 pages, 18€



vallais au Mexique pour le ministère de l'Industrie, notre équipe tentait de négocier la fin du monopole du milliardaire Carlos Slim sur les télécommunications. Ce sont les publications de l'école de Toulouse qui nous servaient de boîte à outils », raconte-t-elle en très bon français.

Bien sûr, le Nobel a forcé Tirole à faire un choix qu'il n'avait pas prévu : « Ou bien devenir un homme public, et vivre dans un avion de conférence en conférence, ou bien rester ici pour faire de la recherche. J'ai préféré la recherche », résume cet homme de 63 ans. Mais le chercheur voyage malgré tout : il était récemment à Tokyo, où il a rencontré le premier ministre Shinzo Abe, et il part bientôt en Chine. Il n'a donc pas pu complètement échapper à la nobélisation. « Jusque-là, j'étais un prof anonyme et, à partir du Nobel, j'ai croisé des inconnus, parfois même dans la rue, qui me disaient : "Expliquez-nous ce que vous faites" », confie-t-il.

Libéral tempéré, écolo convaincu et européen déterminé

Aujourd'hui, il publie donc *Economie du bien commun* (PUF), un livre de 640 pages. Une synthèse très équilibrée, dont l'objectif – atteindre le bien commun – la met au cœur du débat sur la réforme en France, à un an de l'élection présidentielle. Un livre dense, passionnant et remarquablement clair – il a été relu par son épouse, Nathalie, qui lui a pointé tous les passages obscurs. « Avec ce livre, Jean veut aller contre la tendance générale à la relativisation des discours économiques, comme s'il n'y avait que des opinions et aucune connaissance démontrée », confie Cromer.

Jean Tirole ne nie pas qu'il est inquiet de la situation française : « La publication de ce livre un an avant la présidentielle est une coïncidence, mais si ça peut servir... », nous dit-il. Il connaît le risque : être accueilli comme l'ultralibéral de service, une réputation que lui ont bâtie certains médias, de *Marianne* à *Mediapart*. « Tirole est considéré comme un économiste de centre gauche aux États-Unis », rappelle Augustin Landier, lui aussi prof de la TSE. « Il est tout sauf ça et, au contraire, rappelle toujours la place de l'État, mais aussi bien sûr l'importance des autorités indépendantes ; il est toujours très mesuré parce que la réalité est subtile et complexe, et il n'aime pas les propos à l'emporte-pièce », observe Landier, qui voit en Tirole « l'un des derniers grands généralistes en économie ». Tirole déplore la personnalisation du débat, même s'il a récemment signé une pétition en faveur de la loi El Khomri. « Toulouse a une retenue plus grande vis-à-vis de la politique alors qu'une partie importante des économistes de l'École de Paris – où on trouve Piketty ou Élie Cohen – n'a pas hésité à soutenir François Hollande en 2012 », fait observer un professeur de TSE.

Le professeur Tirole ose des propositions claires, sur des sujets qui déclenchaient plusieurs grèves générales. « On ne peut pas avoir de bonne politique économique sans culture économique, or cette culture

économique fait défaut en France », dit-il. Il met les décideurs politiques au défi de son diagnostic : et de Macron à Fillon, on peut déjà parier qu'il aura quelques afficionados, mais aussi qu'il fera face aux très nombreux professionnels du déni. Le Nobel français propose en somme un libéralisme régulé et responsabilisé ; s'il est très inquiet à l'égard des blocages français et européens, il propose aussi des solutions très argumentées. Il est en revanche extrêmement alarmiste à l'égard du péril climatique, et il juge inévitable l'ubérisation de l'économie, à laquelle il consacre plusieurs chapitres très pointus – c'est l'un de ses domaines de recherche : « Tous les métiers vont être transformés par la révolution numérique, et nous ne sommes pas prêts », écrit-il.

Libéral tempéré, écolo convaincu et européen déterminé, telle est la ligne. Tirole considère que la clé de voûte d'une économie de marché efficiente est la responsabilisation des acteurs vis-à-vis du coût social de leurs choix. D'où sa bataille pour l'application du principe pollueur-payeur. Il défend d'ailleurs avec conviction une taxe carbone universelle, en reconnaissant qu'il prêche dans le désert depuis quinze ans, et il décerne au passage un carton rouge à la COP21 qui s'est tenue à Paris en décembre.

La manie des systèmes à deux vitesses

Dans la longue liste des suggestions de réforme, il revient sur le contrat de travail unique avec paiement d'un malus en cas de licenciement – qu'il avait proposé en 2003 avec Olivier Blanchard. « C'est le principe du licenciement-payeur en échange d'une réduction des cotisations chômage et d'un allègement des procédures administratives. » Parmi les avantages, celui d'éliminer les connivences entre employeurs et employés sur le dos de la Sécurité sociale. À chaque fois, il déplore la manie française des systèmes à deux vitesses : dualité des systèmes de Sécurité sociale et de mutuelle, « qui coûte très cher », mais aussi dualité entre « un CDD ultra-flexible et un CDI ultra-rigide », sans parler de la dualité entre un système de grandes écoles ultra-sélectives et d'universités sans sélection. « L'absence de sélection à l'entrée de l'université est un facteur d'inégalité. Les étudiants les moins bien préparés sortent sans diplôme et ont en plus gaspillé entre un et trois ans », écrit-il. Il juge inepte l'argument que la réduction du temps de travail ou la fin des flux migratoires pourrait créer des emplois nouveaux. Autant de mulettes pour affoler le taureau ? Il y a en tout cas de quoi faire grimper au rideau les partisans du statu quo. En pays toulousain, on n'a peur ni des corridas ni des mêlées rugueuses. Et Tirole se contente de dire ce qu'il pense.

Note Toulousain n'est pas pessimiste pour autant. « Je ne crois pas à la grande stagnation », dit-il. Il y aura toujours des emplois. On trouvera des énergies de substitution, et le nucléaire fait partie de la solution, note-t-il. Il reconnaît aussi qu'il y a de nombreux sujets sur lesquels les économistes ne sont pas d'accord, et qui font débat. C'est le cas de la relance budgétaire. Mais il y a aussi des sujets qui font consensus. « Je n'ai jamais entendu les partisans de la relance fiscale, comme Joseph Stiglitz ou Paul Krugman, dire qu'il fallait un marché de l'emploi dual ou qu'il fallait instaurer un temps de travail réduit. » Il n'est pas facile d'entrer dans un débat surchauffé, où « les gens s'échangent des arguments à toute vitesse sans prendre le temps de peser le pour et le contre », nous confie-t-il. Mais il y est prêt. C'est son côté patriote. ■

On ne peut pas avoir de bonne politique économique sans culture économique, or cette culture économique fait défaut en France

JEAN TIROLE



DÉBATS & ANALYSES

LE GRAND RENDEZ-VOUS

EUROPE 1, « LE MONDE », I-TÉLÉ

Jean Tirole : « Le chômage va continuer à augmenter »

A lire votre livre (« Économie du bien commun », PUF, 640 p., 18 euros), on a l'impression que l'emblème de la France, ça ne devrait pas être le coq, mais l'autruche...

Il y a un peu de ça. C'est-à-dire que nous sommes tous des autruches. Nous croyons ce que nous voulons croire, et nous ne voulons pas voir ce qui est en train de se passer. Du point de vue chômage, finances publiques, climat. Il faut maintenant qu'on prenne à bras-le-corps tous ces problèmes et qu'on comprenne pourquoi il y a ces problèmes. Ils ne vont pas se résoudre d'eux-mêmes.

On a l'impression que les Français sont fâchés avec l'économie, parce qu'elle fait naître des peurs...

Tous les peuples sont fâchés avec l'économie, mais plus particulièrement la France puisqu'on a un passé qui est très interventionniste, assez peu de concurrence. C'était le passé de l'entre-soi: il valait mieux avoir des relations, connaître des gens, plutôt que de tenir des raisonnements économiques: c'était vrai pour les chefs d'entreprise, c'était vrai pour le personnel politique. Maintenant le monde a changé, le monde

est le monde de l'économie, heureusement d'ailleurs, avec les avantages et les inconvénients que cela implique. Mais c'est vraiment important de comprendre que ce monde a changé.

Selon vous, le chômage n'est pas le résultat de la loi du marché, comme le laisse entendre le film de Vincent Lindon, mais un choix de société...

Oui, c'est un choix de société. Non pas parce qu'on a envie d'avoir du chômage, mais dans la mesure où on choisit des institutions qui créent du chômage, mais du mal-être au travail qui est très important et est dû en partie au fait que les gens restent dans leur emploi, même si cet emploi n'a plus vraiment de fonction, même s'ils n'aiment plus leur emploi parce qu'ils veulent garder leur CDI. Ça coûte très cher aux finances publiques également, parce qu'il ne faut pas oublier qu'on dépense beaucoup en termes de finances publiques pour la lutte contre le chômage.

C'est un choix de qui ?

C'est un choix de notre classe politique et de la société française, parce qu'il faut bien rappeler que les institu-

tions du marché du travail sont encore assez populaires. J'en reviens à un des thèmes du livre, c'est qu'on a les politiques économiques qu'on mérite: effectivement, c'est important qu'une conscience économique naisse dans la population française pour comprendre un petit peu que, finalement, le fait qu'on ait du chômage depuis quarante ans, ce n'est pas un hasard.

Mitterrand disait : « On a tout essayé. » En fait, on n'a rien essayé ?

On n'a pas du tout essayé ce qui marcherait. Et il y a un certain nombre de pays qui ont 5 % de chômage de façon permanente, nous, on a 11 % – il y en a en fait beaucoup plus que ça – et on a du chômage depuis quarante ans.

Referiez-vous aujourd'hui une tribune favorable à la loi El Khomri ?

Je pense que de toute façon il va falloir remettre à plat tout ça. On n'a pas terminé. Actuellement, quel que soit le vote sur la loi El Khomri, et je ne sais pas ce qu'elle va devenir, ça n'ira pas. Le chômage va continuer à augmenter. Il va falloir faire quelque chose.

Sur le long terme, la France est-elle toujours sur une



tendance d'augmentation du chômage ?

Elle l'est toujours. Alors, après, il y a le cycle économique, il peut y avoir de bonnes nouvelles. Après tout, les taux d'intérêt ont baissé, le pétrole est bas, l'euro est bas. Le chômage aurait dû baisser normalement avec les bonnes nouvelles.

Pourquoi va-t-il continuer à augmenter ?

Justement parce qu'il y aura de plus en plus de réticence des entreprises à créer des CDI, donc la tendance à ne créer que des CDD va augmenter.

Etes vous favorable à un smic pour les jeunes ?

On crée un problème d'entrée sur le marché du travail. Les entreprises sont très réticentes. Je comprends que les jeunes ont envie d'avoir un revenu suffisant. Peut-être qu'on pourrait un peu baisser le smic pour les jeunes, et augmenter leur revenu de façon fiscale.

Ne craignez-vous pas que l'on dise que vous êtes le Prix Nobel du Medef ?

L'économie, ma science, n'est pas une science parfaite, on a des incertitudes, des choses qu'on connaît mal, mais je dis ce que dit la science. L'économie n'est pas au service des intérêts particuliers, ni de la propriété privée ni de ceux qui veulent utiliser l'Etat pour faire imposer leurs valeurs et faire prévaloir leurs intérêts. Donc, l'économiste est neutre fondamentalement. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MICHAËL DARMON,
JEAN-PIERRE ELKABBACH
ET ARNAUD LEPARMENTIER**



Jean Tirole
Prix Nobel d'économie



DÉBATS & ANALYSES

L'économie de la réconciliation

Le livre

Ce n'est pas le prix Nobel d'économie « seulement » que Jean Tirole aurait pu recevoir en 2014, mais aussi le prix Nobel de la paix. Il s'est en effet assigné pour tâche, dans son dernier ouvrage – qui est aussi son premier livre « grand public » –, de rétablir la paix sur tous les fronts du débat économique. Et ils sont nombreux : entre économistes « mainstream » et « hétérodoxes » ; entre économistes et opinion publique ; science économique et autres sciences sociales ; modélisation mathématique et travaux empiriques ; marché et Etat ; intérêt particulier et intérêt général... Toutes les critiques, tous les reproches, tous les procès, sont affrontés sans esquive avec courage, patience et – ce qui est une bénédiction pour le lecteur – une infinie pédagogie d'écriture qui rompt avec ses précédents livres.

Pourquoi sortir du (relatif) confort des revues académiques pour se plier au « devoir de communiquer sur [s]a discipline au-delà d'un cercle de décideurs » ? Sans doute parce que, par caractère, éthique et conviction, Jean Tirole déteste les conflits. Au point, peut-être, de vouloir les noyer dans l'œcuménisme de son savoir.

L'ouvrage est divisé en deux parties bien distinctes. Commençons, une fois n'est pas coutume, par la seconde car elle est, disons, plus attendue. L'économiste n'évite aucun des sujets

qui fâchent – la réforme de l'Etat, la gouvernance des entreprises, le défi climatique, le chômage, l'avenir de l'Europe, la crise financière, la politique industrielle, l'économie numérique, l'innovation, la régulation des marchés –, et chacun de ces chapitres peut être lu séparément, au gré de l'envie du lecteur... Mais on sait déjà que Jean Tirole préconise le contrat unique, le bonus-malus sur les cotisations patronales, un marché mondial du carbone, un choix clair entre la stricte application de la rigueur des traités européens et un surplus de fédéralisme, la régulation des marchés par des autorités indépendantes de l'Etat, etc.

UNE SCIENCE EN ÉVOLUTION CONSTANTE

Il surprendra pourtant ceux qui l'accusent d'ultralibéralisme, lorsqu'il recommande le documentaire de Charles Ferguson *Inside Job* (2010), sur les collusions entre économistes, banquiers et politiques à l'origine de la crise financière, ou quand il défend les alternatives au pouvoir des actionnaires : « *Nous avons tendance à oublier que d'autres modes, comme l'entreprise autogérée ou la coopérative, sont envisageables dans un monde de libre entreprise.* »

L'auteur ne s'écarte jamais des principes qu'il fixe dans la première partie de l'ouvrage, véritable manifeste de sa profession : « *Le chercheur en économie peut affirmer tout au plus qu'en l'état actuel de ses connaissances, telle option prime sur telle autre.* » Ce qui l'amène à plusieurs reprises à écrire : « *je ne sais pas* », par

Jean Tirole

**ECONOMIE
BIEN COMMUN**



**ÉCONOMIE
DU BIEN COMMUN**

de Jean Tirole
PUF, 640 pages, 18 euros,
à paraître le 11 mai



exemple face à l'affirmation d'une « fin du salariat » pour cause d'ubérisation, ou d'un lien entre réussite économique et mérite personnel. Car dit-il, si l'économie est bien une science, elle est comme toute science en évolution constante. Et elle a un but : « *L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur.* » Tout à ce projet optimiste, Jean Tirole veut y enrôler tous ceux qu'une tradition française oppose volontiers.

LE « VOILE DE L'IGNORANCE »

Le marché n'est pas un but en soi, mais un instrument qui n'est au service du bien commun que si l'Etat le régule... sans chercher à le remplacer. *L'homo œconomicus* est une commodité théorique qui permet de comprendre certains aspects des comportements individuels; Jean Tirole y ajoute volontiers *l'homo psychologicus*, *l'homo incitatus*, *l'homo socialis*, *l'homo juridicus* et même *l'homo darwinus* (biologique), pour prôner une convergence entre les sciences humaines et sociales, puisque toutes « *s'intéressent aux mêmes individus, aux mêmes groupes et aux mêmes sociétés.* »

Le prix Nobel, souvent perçu comme le champion du tout-mathématique, en recense pourtant les limites mais affirme que « *sans modèle à tester, les données ne révèlent pas grand-chose d'utilisable pour la politique économique.* » Enfin, il réfute l'accusation d'une science économique « *orthodoxe* » cantonnée au « *modèle concurrentiel* » de *l'homo œcono-*

micus. C'était peut-être vrai il y a trente ans, dit-il, mais elle s'est depuis ouverte à bien d'autres aspects. Et s'il reconnaît les biais des processus d'évaluation des chercheurs, tant critiqués par les hétérodoxes, il les analyse comme des instruments de régulation de l'incertitude sur le « marché » de la recherche...

Alors, tout le monde est d'accord? Pour Jean Tirole l'optimiste, la bonne politique économique consiste à combiner le jeu des intérêts particuliers pour produire le bien commun. Or, écrit-il, si chacun était informé de la meilleure façon d'atteindre un optimum de richesse pour lui-même, ce bien commun ne pourrait jamais être atteint. Il ne peut donc l'être que sous ce que qu'il appelle le « *voile de l'ignorance* », qui empêche chacun d'agir rationnellement au mieux de ses intérêts.

L'économiste ne se tend-il pas alors un piège à lui-même? Le « *fil rouge* » de l'ouvrage, dit-il, est la « *théorie de l'information* », qui permet de comprendre les « *limites informationnelles* » dans lesquelles acteurs et institutions agissent. Mais si les économistes parvenaient à lever le « *voile de l'ignorance* », ils risqueraient de découvrir, au lieu des instruments du bien commun rêvé par le prix Nobel, le fourmillement des conflits individuels, institutionnels, culturels, historiques, qui dictent à coups de crises et de guerres leurs lois aux sociétés humaines tout aussi sûrement que la « loi du marché ». ■

ANTOINE REVERCHON

L'Économie du bien commun, Jean Tirole – PUF 2016

Entrevue sur Europe 1

<http://www.europe1.fr/emissions/le-grand-rendez-vous/le-grand-rendez-vous-jean-tirole-2739571>

